

Sans-papiers : amplifier la mobilisation

vendredi 6 octobre 2006, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 5 octobre 2006).

Avec 20 000 participants, la manifestation du 30 septembre à Paris a montré la vigueur de la mobilisation. Mais celle-ci doit s'amplifier. D'autant qu'au gymnase de Cachan, Salim, Othmane, Sékou, Seydou, Ramdame et Yaoda sont en grève de la faim depuis le 21 août.

Vendredi 29 septembre, dans la salle du Bataclan à Paris, des personnalités ont parrainé plusieurs dizaines d'enfants du gymnase. Impossible de citer tous les artistes, les écrivains, les sportifs, les politiques - parmi lesquels nos camarades de la LCR Olivier Besancenot et Alain Krivine - ayant participé à cette démonstration de solidarité. Un mouvement d'opinion que Sarkozy traite par le mépris, mais qui ne lâchera pas.

Le 27 septembre, le Réseau éducation sans frontières (RESF) a organisé, devant les préfectures, des rassemblements réunissant à chaque fois des centaines de parents, d'enseignants, de citoyens en colère. À Paris, ils étaient 2000 à déposer collectivement les recours contre les refus de régularisation. Une mobilisation que le gouvernement a décidé de mettre à l'épreuve en multipliant les provocations. Ainsi, à Pantin, après avoir placé en rétention une mère de famille chinoise, M^{me} Haijuan Chen, la police s'est présentée à l'école maternelle pour s'emparer de son enfant, Paul Chen, quatre ans, né à Aubervilliers. Les flics ont fait chou blanc. Le préfet de Seine-Saint-Denis avait assuré à une délégation du RESF et d'élus du département : « On n'ira pas chercher les enfants dans les écoles, ce n'est pas dans nos habitudes, nous ne l'avons jamais fait et on ne le fera pas. »

Les paroles s'envolent quand le gouvernement exige des chiffres. Tous les moyens sont bons : la police a recouru au mensonge et à l'intimidation. Elle a prétendu que la mère était libérée et s'inquiétait de son enfant. Elle a demandé à la directrice de l'école de décliner son identité dans son bureau. Madame Chen a finalement été libérée, lundi 2 octobre, par la cour d'appel de Paris, mais elle reste sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière. L'utilisation des enfants pour traquer les sans-papiers dans les écoles, les tentatives d'intimidation à l'encontre des personnels de l'éducation nationale, rien de tout cela ne semble émouvoir le ministre de l'Éducation nationale, Gilles de Robien. Lors d'une entrevue au ministère avec la Fidl (syndicat lycéen), de Robien s'est dit « ministre de l'Éducation nationale et non internationale ».

Quant à Sarkozy, qui entendait déjeuner dans un bar « branché » du 11^e arrondissement de Paris, le 1^{er} octobre, il a dû s'éclipser. Une centaine de parents d'élève et de militants du RESF ont scandé à l'extérieur de l'établissement que la place des jeunes est à l'école et non en rétention. Le candidat à la présidentielle a été privé de dessert, mais sa situation est moins grave que celle des grévistes de la faim.

Note

1. Une radio des 1000 de Cachan est née, accessible sur « <http://radio.1000decachan.info> ».

Encart

Que faire si...

Refus de séjour assorti d'une invitation à quitter le territoire. Les 80 % des parents d'enfants scolarisés qui ont essuyé un refus après avoir tenté leur chance dans le cadre de la circulaire Sarkozy peuvent envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, un recours gracieux au préfet, si possible avant la fin du mois qui suit la décision, en tout cas dans les deux mois. Ce sera toujours utile en cas d'arrestation et d'arrêté de reconduite à la frontière : cela prouvera au juge administratif que le refus de séjour a été contesté dans les délais. Le problème, c'est que la circulaire n'a pas force de loi. L'essentiel réside dans la mobilisation à développer avec les parents d'élève, les enseignants, les lycéens : pétitions, délégations, rassemblements... sont indispensables.

Arrestation et placement en rétention. Contester immédiatement l'arrêté de reconduite à la frontière (APRF) devant le tribunal administratif dans les 48 heures. On peut s'adresser à la Cimade, seule association autorisée à entrer dans les centres de rétention. Un bon avocat est nécessaire. Et plus encore : la mobilisation de l'école, des amis, du quartier !

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2175 du 5 octobre 2006.